

# Sexualité : information, prévention, droit aux soins dans les squats bordelais

**Catherine Bouic-Peña**,  
éducatrice spécialisée,  
Centre accueil consultation  
information sexualité (Cacis),  
Bordeaux.

L'association Centre d'accueil consultation information sexualité (Cacis) a été créée en 1981 à l'initiative d'habitants, d'associations, de travailleurs sociaux et de médecins des quartiers nord de Bordeaux. Depuis 1984, elle gère trois structures :

- un centre de planification ;
- un pôle d'éducation à la sexualité, à la vie affective et à la parentalité, qui organise des actions collectives destinées aux adultes. Elles permettent une écoute, un soutien, un appui et une diffusion des informations transmises sur la sexualité, la santé sexuelle, la vie affective et l'éducation des enfants et des adolescents ;
- un pôle formation, l'association disposant d'un agrément en la matière. L'équipe, pluridisciplinaire, est constituée d'animatrices socioculturelles, de conseillères conjugales, d'éducatrices spécialisées, de sages-femmes, d'une anthropologue, de gynécologues, d'une directrice et d'un chargé d'entretien des locaux. Elle va à la rencontre de divers publics sur leur terrain.

Intervenant selon une démarche d'éducation populaire, l'association se donne pour finalités :

- de permettre à toute personne de trouver les moyens de vivre sa sexualité dans notre société ;

- d'agir contre toute forme d'exclusion liée à la santé, à la sexualité et au genre. Elle prête une attention particulière aux jeunes âgés de 15 à 25 ans et aux femmes, y compris en situation de migration, de précarité ou de handicap.

Plus globalement, l'association s'adresse aux institutions scolaires, sociales, médico-sociales, socioculturelles et judiciaires ; aux parents d'adolescents ; aux professionnels et aux étudiants dans les champs éducatifs, médicaux, sociaux et de l'animation.

## Parcours de soins personnalisés

L'association propose un accueil individuel et des interventions auprès de groupes. L'objectif est de favoriser l'acquisition et/ou le renforcement des compétences psychosociales ainsi que l'accès aux droits et aux connaissances. Ces interventions ont pour visée la réduction des inégalités sociales, la prévention des cancers gynécologiques, l'accompagnement lors des grossesses non prévues et durant la périnatalité, la participation à la lutte contre le sexisme. Le centre de planification de l'association a pour particularité de proposer à chaque personne accueillie de construire son parcours individuel de soins *via* une offre de services globale et s'inscrivant dans la continuité. Ainsi, un accompagnement social est envisageable, selon les situations rencontrées : évaluation avec la personne de la demande, puis élaboration conjointe de propositions de prise en charge, sollicitation du réseau partenarial (maisons départementales de la solidarité et de l'insertion – MDSI, centres communaux d'action sociale – CCAS,

## L'ESSENTIEL

■ L'association Centre d'accueil consultation information sexualité (Cacis) gère un centre de planification doté d'une équipe mobile qui se rend dans les squats pour informer et accompagner les habitants, avec une approche globale de promotion de la santé.

services de Protection maternelle et infantile – PMI, centres d'hébergement, associations caritatives, associations d'aide aux migrants, centres sociaux, etc.) et accompagnement physique vers ces structures, si nécessaire.

## À l'origine destiné à informer les femmes roms bulgares...

En 2010, un médecin bénévole de l'antenne bordelaise de Médecins du Monde a sollicité les compétences du Cacis en prévention et accompagnement des publics en grande précarité. Un partenariat associant Médecins du Monde, le service d'orthogénie du centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux, le Cacis et une association de médecine interculturelle a été mis en place pour informer les femmes roms bulgares, vivant en squat, afin de réduire leur recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) – utilisé comme moyen de contraception, car la pilule est payante et l'IVG gratuit en Bulgarie –, en les accompagnant sur le choix d'une contraception adaptée. Des séances de prévention et d'information ont été organisées par

les centres de planification du Cacis et du CHU avec ces femmes et une interprète, dans des lieux-ressources où elles peuvent revenir ensuite pour leur suivi gynécologique. Des supports adaptés ont été créés avec les femmes, pour une bonne compréhension de la santé génésique (se rapportant à la génération et à la reproduction des individus). Ces séances ont très vite fait émerger la difficulté pour ces femmes d'évoluer au sein d'un groupe, sans relais des messages à l'intérieur des communautés. D'où le choix du Cacis d'aller à la rencontre de ce public et au plus près de ses préoccupations, directement sur son lieu de vie. Par la suite, une convention de partenariat a été signée entre Médecins du Monde et le Cacis – rejoints ultérieurement par le service des médiateurs de Bordeaux Métropole – encadrant l'accueil de ces femmes bulgares en consultation dans les centres du Cacis et du CHU.

### ...le réseau s'adresse aujourd'hui à tous les publics en grande précarité

Dans un second temps, l'intervention du Cacis, de Médecins du Monde et du CHU a évolué, car la population concernée a changé : les grands squats de Bordeaux ont été fermés,

certaines familles ont été perdues de vue (certaines sont rentrées en Bulgarie, d'autres se sont déplacées en d'autres points de Bordeaux Métropole). Ainsi, les interventions du Cacis au sein de nouveaux squats s'adressent désormais à d'autres populations, d'origines diverses et en grande précarité. Le Cacis continue d'aller à la rencontre de ces personnes qui l'ont bien identifié dans son rôle et viennent également vers lui. Un constat fort émerge : les femmes enceintes ont un suivi aléatoire : elles ne demandent ni échographie, ni examens biologiques ou gynécologiques du fait de leurs conditions de vie très précaires ; faute d'un environnement adapté, elles ne peuvent éventuellement solliciter un suivi que lorsque la grossesse est très avancée. Donc, au-delà de cet accompagnement, l'enjeu est beaucoup plus large, à savoir : améliorer leurs conditions d'existence. ■

**Pour en savoir plus**  
● <http://cacis-pro.fr/>

## MME D., ENCEINTE DE SIX MOIS

Mme D. vit dans une cabane avec son compagnon et leur fils, âgé de 2 ans. Lorsqu'une intervenante du Cacis leur rend visite, Mme D. souhaite s'isoler pour pouvoir échanger en toute liberté, à l'écart des hommes installés devant la cabane. L'interprète n'étant pas disponible ce jour-là, elle me fait comprendre qu'elle souhaite faire un test de grossesse, car cela fait « *un moment* » qu'elle n'a pas eu ses règles. Elle avait acheté un test, mais son enfant a joué avec, et le test a disparu. Ensemble, nous essayons d'évaluer depuis combien de temps elle n'a pas eu ses règles, elle prend conscience que cela remonte à six mois. Son ventre est plat ; en dehors de l'absence de règles, rien ne laisse penser qu'elle pourrait être enceinte de six mois. Elle aurait souhaité une IVG, car, dit-elle, « *je suis si fatiguée de m'occuper de mon*

*enfant, de ma maison, de trouver à manger ; mon mari ne fait rien, et moi je suis trop fatiguée pour avoir un autre bébé* ». Elle pleure. Au lendemain de l'entretien, la grossesse est confirmée, et un accompagnement est mis en place avec la sage-femme de Médecins du Monde.

Au-delà de ce parcours singulier, il est à noter qu'au fil de nos visites, les termes des échanges évoluent. Sur l'un des squats, un bar a ouvert, fréquenté tant par les hommes que par les femmes. Ces dernières viennent spontanément nous parler et, pour la première fois, les hommes s'éclipsent, laissant le bar aux femmes, comme espace de discussion intime.

Catherine Bouic-Pena

## UNE PRÉCARITÉ QUI S'AGGRAVE EN FRANCE

L'organisation non gouvernementale Médecins du Monde (MdM) a publié, en octobre 2016, son 16<sup>e</sup> rapport annuel sur l'accès aux droits et aux soins des plus démunis en France. Il témoigne des difficultés persistantes rencontrées par ces personnes pour accéder à leurs droits et se faire soigner. L'observation a été faite via les 67 programmes menés par MdM dans 34 villes françaises, auprès des populations en situation de grande précarité et/ou d'exclusion.

En 2015, Médecins du Monde a effectué 38 483 consultations médicales et 34 000 consultations ou entretiens sociaux au sein de ses centres d'accueil, de soins et d'orientation (Caso) et est entré en contact avec 20 000 personnes dans le cadre de ses actions mobiles envers les plus exclus (personnes vivant à la rue, en squat ou en bidonville, personnes se prostituant, usagers de drogues, migrants en transit, etc.).

Les femmes reçues dans les Caso sont généralement peu suivies sur le plan gynécologique. Près de 40 % des femmes en situation de précarité rencontrées n'ont eu aucun examen gynécologique au cours des trois dernières années. Plus de 4 femmes enceintes sur 10 présentent un retard de suivi de grossesse et seulement 40 % ont eu accès à des soins prénataux. Interrogées sur leur contraception, seules 12 % environ des femmes de 15 à 50 ans ont indiqué utiliser un moyen de contraception, soit 5 fois moins qu'en population générale. L'âge moyen à la première grossesse est de 21,6 ans, sensiblement plus précoce qu'en population générale. Près de la moitié de ces grossesses (47 %) ont été diagnostiquées ou confirmées lors de la consultation médicale au Caso.

Parmi ces femmes, 12 % vivent dans un squat ou dans un campement, et 15 % sont sans domicile fixe ou en hébergement d'urgence. Seulement un peu plus de 3 % d'entre elles disposent de droits ouverts à l'assurance maladie au jour de leur première visite. Leur précarité sociale a des conséquences délétères sur le suivi de leur grossesse.

**Sources :**  
<http://www.medecinsdumonde.org/sites/default/files/MDM-RAPPORT-OBSERVATOIRE.pdf>